

*Questions orales***LES AÉROPORTS**

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. L'ancien gouvernement libéral a donné un bail sans précédent de 49 ans pour l'aéroport de Boundary Bay, à Delta, quand il a été remis en service en 1983. Depuis ce temps, les particuliers et les sociétés qui utilisent l'aéroport n'ont pas cessé de se plaindre. Et jusqu'à tout récemment, ils n'ont pas réussi à secouer l'indifférence du système politique et bureaucratique.

Pour clarifier la situation à Boundary Bay, le ministre pourrait-il ordonner une enquête sur les circonstances qui ont entouré l'attribution du bail et sur la façon dont les preneurs à bail exploitent l'aéroport? Étant donné qu'un nouveau groupe veut avoir le bail, le ministre pourrait-il l'annuler ou le renégocier pour que la municipalité de Delta ait son mot à dire dans l'exploitation et la gestion de ce très important générateur local d'activité économique?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour sa question. Je sais qu'il est un ancien conseiller municipal de Delta. L'aéroport de Boundary Bay est l'un des éléments essentiels du développement du transport aérien dans la région de Vancouver.

Je sais que les fonctionnaires du ministère travaillent en priorité sur ce dossier, mais je ferai ma propre enquête sur ce bail pour répondre à la question du député. Je lui en parlerai plus tard.

* * *

LES FORÊTS

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Forêts). Étant donné que le secteur forestier est le plus important secteur économique du Nouveau-Brunswick, qu'il fait travailler environ 38 000 personnes et qu'il assure 47 p. 100 des exportations de la province, j'aimerais apprendre du ministre quand l'EDER, l'entente économique fédérale-provinciale, va être signée. Puisque les ententes portant sur les pêches et sur l'agricultu-

re ont déjà été signées, est-ce que le ministre ne pourrait pas régler cela le plus vite possible?

• (1150)

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, je suis en situation de confirmer que des ressources suffisantes ont été définies pour l'élaboration et la négociation d'une entente avec le Nouveau-Brunswick. En fait, 91 millions de dollars ont été prévus pour une nouvelle entente. Cette entente va satisfaire aux besoins du secteur forestier et tenir compte en même temps de certains objectifs nationaux d'importance.

Je tiens à remercier le député de son intervention constructive; je puis lui dire que les négociations se déroulent très bien et que je serai en mesure très bientôt d'annoncer et de signer l'entente.

* * *

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. La Fédération canadienne des étudiants a envoyé aujourd'hui à Ottawa des représentants venus d'un peu partout au Canada. En effet, les porte-parole des étudiants de collèges, d'universités et d'autres établissements postsecondaires sont venus protester contre le coup brutal que le gouvernement vient d'asséner à l'enseignement supérieur en réduisant de 7 milliards de dollars sur huit ans les paiements de transfert qui étaient destinés à ce secteur, donc moins d'argent pour la formation et le recyclage, et en négligeant de tenir ses promesses à l'égard de la recherche et du développement.

Que comptent faire le ministre et le gouvernement pour s'assurer de garantir l'avenir de nos jeunes, de protéger notre compétitivité, d'éviter de compromettre l'avenir de la nation et de constituer le capital intellectuel humain nécessaire pour faire de nous des meneurs, et non pas des suiveurs?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, nous accordons à cette question une très forte priorité; nous la considérons en fait une priorité nationale. Le développement de nos ressources humaines a beaucoup d'importance pour notre compétitivité internationale. Il n'en dépend pas nécessairement du nombre de dollars qu'on investit dans le programme. Nos dépenses dans le domaine de l'enseignement sont au deuxième rang dans le monde pour le secteur public, après la Suède seulement.